



## ANTIGEL

## Tout sauf sage, le sagex

Dans *Materia*, le philosophe, danseur et chorégraphe italien Andrea Salustri partage la scène avec du polystyrène, matière plastique blanche peu souvent protagoniste des arts scéniques. Un composant indissociable de tout achat en ligne un brin délicat, qu'il malaxe, déforme, transforme, performe. La proposi-

tion est programmée samedi 17 et dimanche 18 février au Théâtre Forum Meyrin, dans le cadre d'Antigel, festival à vivre dans tout le canton de Genève jusqu'au 24 février. SSG/DR

Théâtre Forum Meyrin, sa 17 février à 20h, di 18 à 17h, res. Antigel.ch

## EN COULISSE

## Convergences des haines

Il y a dix ans, parlant de la France, je concluais une de mes chroniques par: «Ce n'est qu'une question de temps avant que la convergence s'effectue, d'abord entre la droite classique et le FN, puis entre le PS et le FN. Entre partis frères.»<sup>1</sup> Eh bien on y est! Le Rassemblement national (ex-FN) et la plupart des partis dits républicains défilent main dans la main et parlent d'une même voix, unis par leur soutien indéfectible à l'Etat d'Israël, aujourd'hui responsable de la mort de près de 30 000 Palestiniens. C'est l'Union sacrée, en marche sur les corps des enfants massacrés, des familles réduites en cendre, des personnes affamées dans les ruines...

Le paysage médiatique est à l'unisson, déshumanisant les victimes, relayant les *fake news* et appels aux meurtres proférés par les thuriféraires de l'Etat d'Israël. On déroule le tapis rouge au délinquant Meyer Habib (entre autres), député apparenté aux Républicains, qui n'hésite pas à traiter la population de Gaza de «cancer»<sup>2</sup> sans que cela ne génère la moindre sanction. La liste des interventions odieuses est sans fin.

Inversement, les militant·es pro-palestiniens sont censuré·es, amendé·es, poursuivis·es, menacé·es. Les manifestations sont interdites, des conférences annulées. La dystopie continue de plus belle. Toute la mascarade démocratique se dégonfle devant la réalité des faits. Les grandes déclarations de principes antifascistes de salon sont remises au placard. Le refoulé colonial apparaît au grand jour, de même que la raison évidente de la convergence: la haine viscérale des Arabes.

A vrai dire, en France (mais aussi ailleurs), le terrain était préparé depuis belle lurette. La stigmatisation perpétuelle des musulman·es, le faux-nez de la laïcité, le matraquage médiatique et les amalgames mensongers ont contribué à déshumaniser les Arabes (musulman·es ou non), où qu'ils soient, aux yeux d'une large part de l'opinion publique. La séquence de racisme

DOMINIQUE  
ZIEGLER\*

décomplexée que nous vivons en ce premier quart de XXI<sup>e</sup> siècle dépasse l'entendement. Bien que l'éradication d'une population entière se déroule sous nos yeux, minute par minute, on continue à donner du «soutien indéfectible» à Israël ou du «notre ami» à Netanyahu, boucher en chef.

Les journalistes tués ne suscitent par ailleurs aucun émoi de la part des grands groupes de presse occidentaux. Sur I24News, chaîne de propagande franco-israélienne, *BFMTV* ou *CNews*, les déclarations les plus stupéfiantes se font entendre sans susciter non plus la moindre réaction du Conseil supérieur de l'audiovisuel ou de la classe politique française. Dans les médias sociaux-démocrates de bon aloi comme *L'Obs*, on tente de faire un peu plus «nuancé»; ainsi un des chouchous de l'intelligentsia, Elie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël en France, déclare dans une interview (entre deux critiques au gouvernement Netanyahu pour bien marquer sa différence): «Personne ne veut tuer des civils. Mais pouvait-on faire autrement? Si l'armée procède avec cette puissance de feu, c'est pour épargner des soldats. Pendant la Seconde guerre mondiale, les Alliés ont toléré la mort d'enfants sous les bombes s'abattant sur Dresde.»<sup>3</sup>

Outre le rappel de la hiérarchie des vies humaines inhérente au logiciel sioniste (considérant les Palestiniens au pire comme des animaux, au mieux comme des dommages collatéraux) et désormais adopté par la «communauté internationale», l'intervention du docte Barnavi laisse déjà pressentir le prochain volet de l'arnaque: une fois les massacres achevés, Netanyahu quittera son poste, sans doute contraint, et on présentera au monde un visage du sionisme un peu plus convenable qui continuera l'aventure coloniale comme de coutume, concédant au mieux des bantoustans aux Palestiniens survivant·es des massacres de Gaza et des exactions en cours en Cisjordanie.

Mais en ces temps de «droit de se défendre», place au fascisme décomplexé sur fond de modernisme à l'occidentale: entre deux boucheuries, les soldats israéliens dansent la techno sur les ruines de Gaza et de jeunes fascistes volontaires, issus de toutes régions du monde (des Etats-Unis au Pérou), prennent EasyJet sous le regard enamouré des caméras<sup>4</sup> pour rejoindre les rangs de Tsahal, unis par le même souci d'éradication des Palestiniens. Snipers, drones tueurs, bombardements, tanks... le choix de la méthode est vaste, l'impunité est totale. On peut aussi dédicacer les bombes qui tombent sur Gaza. Preuve de leur sens de l'humour subtil, des soldats israéliens montrent sur les réseaux sociaux une bombe sur laquelle ils ont ironiquement écrit le nom de David Guiraud, député de la France insoumise et opposant indéfectible au massacre en cours.

Les gouvernements d'Allemagne, du Royaume-Uni, des Etats-Unis soutiennent indéfectiblement la politique génocidaire de l'Etat d'Israël, applaudis par leur extrême-droite locale. En Suisse, malgré une mobilisation magnifique de la société civile, le soutien total des partis de droite (et d'extrême-droite bien sûr) à Israël n'éclaircit pas le tableau. Depuis son arrivée à la tête du Département fédéral des affaires étrangères, Ignazio Cassis a démontré plus d'une fois son alignement sur les positions israéliennes – «l'UNRWA fait partie du problème plutôt que de la solution», disait-il en 2018<sup>5</sup>. La Suisse officielle, depositaire des Conventions de Genève dont elle semble peu se soucier, participe elle aussi au bel effort de convergence des haines.

\* Auteur metteur en scène, [www.dominiqueziegler.com](http://www.dominiqueziegler.com)

<sup>1</sup> «Le Grand méchant FN», *Le Courrier*, 28.03.2014.

<sup>2</sup> [https://www.youtube.com/watch?v=\\_OPU8H6EIXs](https://www.youtube.com/watch?v=_OPU8H6EIXs)

<sup>3</sup> *L'Obs*, 14.10.2023.

<sup>4</sup> Lire S. Halimi, P. Rimbart, «Le journalisme français, un danger public», *Le Monde diplomatique*, février 2024.

<sup>5</sup> P. Krähenbühl, «Israël veut travailler avec la Suisse à faire disparaître l'UNRWA» [Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens], *Le Temps*, 05.09.2019, [tinyurl.com/mt6yatvr](http://tinyurl.com/mt6yatvr)

## AGORA

## «Une amélioration nécessaire de notre protection sociale»

**Votations** ► Le conseiller municipal genevois Emmanuel Deonna plaide en faveur de la 13<sup>e</sup> rente AVS et défait les arguments avancés par la droite.

EMMANUEL DEONNA\*

L'initiative pour une 13<sup>e</sup> rente AVS émanant des syndicats, des associations de retraité·es et des associations de femmes a de bonnes chances d'aboutir devant le peuple. Car pour faire face à la hausse des primes d'assurance-maladie, à l'augmentation des prix de l'alimentation, des loyers et de l'électricité, une treizième rente est indispensable.

«Lorsqu'on a travaillé toute sa vie, on ne devrait pas avoir peur de manquer d'argent à la fin du mois arrivé à l'âge de la retraite». Ainsi s'exprime l'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss, sortie de sa réserve dans un message personnel en date du 12 février appelant à la mobilisation. En raison du déclin des rentes du deuxième pilier et de l'augmentation du coût de la vie, l'AVS et les caisses de pension ne parviennent pas à «maintenir de manière appropriée le niveau de vie antérieur» des retraité·es. Cette promesse majeure de notre Constitution fédérale n'a à ce jour pas été tenue. Les femmes ont particulièrement besoin d'un premier pilier digne de ce nom parce qu'elles ne reçoivent souvent qu'une petite rente LPP, voire aucune. En outre, l'AVS est la seule rente qui tienne compte dans son calcul des soins aux autres non rémunérés, principalement délivrés par les femmes.

Depuis plus de 75 ans, la droite bourgeoise n'a de cesse de répéter que l'AVS est trop coûteuse et que sa stabilité est menacée. Cette fois-ci, la droite est divisée. Mais les opposant·es dépensent des millions pour le rejet de cette initiative, en tous cas le double du budget de la gauche. En effet, en agissant ainsi, la droite cherche à protéger les business lucratifs que sont le deuxième pilier et l'assurance-vie qui complètent l'AVS au sein du système des retraites. Elle sait d'ailleurs qu'un scrutin également décisif sera consacré à la réforme du deuxième pilier (LPP) dans quelques mois.

La gauche se bat quant à elle – à juste titre – pour préserver et améliorer la protection sociale, dont la treizième rente AVS est un élément crucial. Notre système est en effet malmené. Un exemple frappant: depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, plusieurs milliers de bénéficiaires de prestations complémentaires touchent déjà beaucoup moins ou plus tout d'aide financière de l'Etat.

Contrairement à ce que prétendent les opposant·es à la 13<sup>e</sup> rente, l'AVS se porte bien financièrement: 50 milliards de réserves en 2023, qui atteindront 67 milliards d'ici à 2030, et ce, même en cas d'introduction de la 13<sup>e</sup> rente. L'accroissement de la masse salariale et l'activité des femmes, actuellement plus importante sur le marché du travail, compensent les problèmes liés à l'augmentation du nombre de retraité·es et à l'allongement de l'espérance de vie. Une augmentation des cotisations de 0,8%, réparties entre les employeurs et les travailleur·euses, couvrirait le financement de la 13<sup>e</sup> rente. D'autres solutions existent. La part de la Confédération dans le budget de l'AVS pourrait être augmentée. On y a déjà eu recours, à hauteur de dizaines, voire centaines de milliards, pour renflouer le budget de l'armée ou sauver nos banques commerciales en déroute!

Le président de l'Union syndicale suisse Pierre-Yves Maillard use de ses dons indéniables de pédagogie pour convaincre sur les réseaux sociaux: «En 1947, les jeunes ont voté à 80% pour l'AVS. Les radicaux à l'époque étaient pour l'AVS. Ils étaient prêts «à prendre des risques» pour des aîné·es qui n'avaient jamais cotisé. Ils étaient conscients de faire un investissement précieux pour l'avenir». Le premier pilier repose sur le principe de la solidarité intergénérationnelle. C'est aussi un mécanisme de redistribution entre riches et pauvres. Rappelons que les personnes à haut salaire paient plus qu'elles ne toucheront de rentes car celles-ci, contrairement aux cotisations, sont plafonnées.

Quant à l'initiative «pour une prévoyance vieillisse sûre et pérenne», aussi soumise au vote le 3 mars, elle exige le relèvement de l'âge de la retraite des hommes et des femmes à 66 ans. Cet âge devra ensuite continuer à augmenter en fonction de l'espérance de vie. Ce projet est dangereux car, en introduisant une automaticité arithmétique, il prive le parlement et la population de leur pouvoir décisionnaire. Il fait fi aussi de la pénibilité au travail et du chômage des seniors. C'est pourquoi cette initiative doit être rejetée.

\* Ancien député au Grand Conseil (PS/GE), conseiller municipal Ville de Genève.